

“Ecolo a surmonté sa crainte d’aller au pouvoir”

“Je pense qu’on a insupporté nos partenaires de gouvernement... On a dû apparaître, à tort ou à raison, comme des donneurs de leçons.”

Jean-Luc Roland
Bourgmestre Ecolo
d’Ottignies-Louvain-la-Neuve.

Entretien Antoine Clevers

Jean-Luc Roland s’apprête à mettre un point final à sa carrière politique. Membre fondateur d’Ecolo, passé par son secrétariat fédéral, il fut le tout premier membre du parti à accéder à la fonction maïorale. Bourgmestre depuis 18 ans à Ottignies (trois mandats successifs), il cédera le flambeau à l’issue des élections communales du 14 octobre. Alors qu’Ecolo fait sa rentrée politique ces jours-ci à Liège, Jean-Luc Roland fait le point sur l’exercice du pouvoir et l’avenir de sa formation.

Vous avez prouvé à l’échelle communale qu’Ecolo peut capitaliser électoralement sur sa participation au pouvoir. Pourquoi n’y arrive-t-il pas au niveau régional ou fédéral? Après chaque participation gouvernementale, il s’est écrasé aux élections suivantes.

Je pense qu’on a insupporté nos partenaires... On a dû apparaître, à tort ou à raison, comme des donneurs de leçons. Je pense aussi que les autres partis ont récupéré le message de l’écologie politique. Aujourd’hui, on parle de développement durable avec plus de volontarisme qu’il y a six ou sept ans. Mais j’ai la conviction que l’écologie politique, ça va mieux avec Ecolo que sans. On l’a vu sur la gouvernance. Et puis, les partis traditionnels gouvernent avec nous quand ils en sont obligés en raison du carton électoral qu’on a fait. Mais ce genre d’attitude donne des situations très conflictuelles dans les exécutifs.

Vous voulez dire que les partenaires de gouvernement ont essayé de salir Ecolo?

Oh, on a aussi été capable de le faire nous-mêmes ! Il y a eu des maladroites de notre part, bien sûr.

■ Jean-Luc Roland, tout premier bourgmestre Ecolo, ne se présentera pas aux élections communales d’octobre

■ Il cède le flambeau après trois mandats consécutifs et défend, en ce sens, les règles internes des écologistes.

■ Selon lui, son parti doit retourner au pouvoir en 2019 s’il en a l’occasion.

Sur la saga du photovoltaïque, par exemple?

Elle illustre parfaitement ce que je veux dire. C’est une décision prise par André Antoine (CDH) en 2008. Il rase gratis. Le bébé arrive au gouvernement wallon suivant (2009-2014) et on se rend compte que la population va devoir payer un pont. Résultat : c’est un ministre Ecolo, Jean-Marc Nollet, qui a dû sabrer dans les aides au renouvelable... Je peux m’imaginer que ça a été très difficile pour lui. Son seul défaut, c’est d’avoir trop traîné à le faire. Mais la faute, le péché originel, elle ne venait pas de nous. C’est la peau de banane qu’on n’a pas su gérer correctement.

Ecolo doit-il aller au pouvoir en 2019 à la région ou au fédéral s’il en a l’opportunité?

C’est une question d’appréciation au soir des élections. Mais ce dont je suis sûr, c’est que malgré les mauvaises expériences, Ecolo a surmonté sa crainte d’aller au pouvoir. Aujourd’hui, si l’opportunité se présente, a priori, on y va. Le tout est de savoir à quelles conditions ? Pour faire quoi et dans quel rapport de force ?

A Ottignies, vous avez toujours gouverné avec le PS et le CDH. Est-ce que cette majorité a aussi votre préférence pour les autres niveaux de pouvoir?

Non, je n’ai jamais fait de transposition du niveau local vers les autres niveaux, et inversement.

Selon vous, Ecolo peut-il gouverner avec le PTB?

Non, j’aurais du mal à fonctionner avec ce type de formation politique.

Pourquoi ?

Parce que le PTB pratique le populisme de gauche, sur la ligne de Jean-Luc Mélenchon en France. Derrière les propos parfois goguenards et sympathiques du porte-parole, Raoul Hedebouw, il y a une structure extrêmement autoritaire. Je me méfie aussi de leurs solutions qui vont régler tous les problèmes en moins de deux.

Ecolo ne renoue-t-il pas avec une certaine radicalité depuis 2014 ?

Radicalité, je ne sais pas. Mais l'intérêt de l'opposition, c'est de revenir à ses fondamentaux, de faire la clarté en soi. Les deux coprésidents ont lancé les "écolabs", ce sont des moments de

ressourcement. On voit aussi une nouvelle génération arriver, c'est bien.

La radicalité est aussi dans le propos.

Votre coprésidente, Zakia Khattabi, a une communication assez incisive, notamment sur les réseaux sociaux. On se souvient qu'elle avait accusé le gouvernement fédéral d'être politiquement responsable de la mort de Mawda, cette petite migrante tuée par la police.

C'était excessif, effectivement. Tout le monde regrette parfois des propos un peu trop tranchés prononcés dans le feu de l'action. Mais je ne vois pas une tendance de fond, ça non. Personnellement, je ne suis pas sur les réseaux sociaux parce qu'ils ne se prêtent pas à ce que j'estime être l'une des fonctions principales du politique : l'explication. Surtout quand les dossiers sont complexes. Nous, écologistes, nous devons pouvoir faire ce travail de pédagogie.

“La première légitimité, elle vient du parti politique”

Pourquoi ne vous représentez-vous pas aux élections communales ?

A la fin de la mandature précédente, en 2012, j'avais dit à mes proches et à Ecolo que je souhaitais une dérogation pour un troisième mandat (une obligation au sein d'Ecolo pour celui qui veut effectuer plus de deux fois le même mandat, Ndlr) mais qu'après cela, c'en serait fini. Non seulement j'aurai 65 ans, l'âge canonique. Mais surtout, j'aurai fait le tour de la fonction. Je trouve que les procédures chez Ecolo sont saines : pour exercer un troisième, il faut un surcroît de légitimité en allant solliciter une dérogation.

La seule légitimité qui compte, n'est-ce pas celle de l'électeur ?

Oui et non. Avant de se présenter à l'électeur, il faut se trouver sur une liste. Et celui qui fait la liste, c'est le parti. La première légitimité, elle vient du parti politique. La deuxième, évidemment, c'est celle de l'électeur. Je trouve très sain d'avoir une réflexion pour expliquer en quoi il serait positif de faire un troisième mandat. Cela signifie que passer plus de deux mandats dans la même fonction, ça ne va pas de soi, cela nécessite de faire un bilan. Mais vous savez, ces questions font rarement des psychodrames chez Ecolo.

Vous en avez connu des “psychodrames” ?

Oui, une fois, il y a plus de vingt ans. Des

députés, femmes et hommes, avaient demandé une dérogation. Le conseil de fédération (le parlement interne du parti, Ndlr) passe au vote et le résultat tombe : tous les hommes obtiennent leur dérogation et toutes les femmes sont recalées... Impossible de communiquer là-dessus alors que nous nous sommes toujours battus pour la parité. On a donc décidé de revoter.

Vous vous êtes assis sur les résultats du premier vote... ?

A l'interne, personne ne pouvait vivre avec ce résultat. Même si chacun avait fait individuellement son choix, au total, ça donnait un résultat inacceptable pour l'unanimité des votants. Et à l'externe, ça aurait donné un message calamiteux. Mais ce que je veux dire, c'est que tout le monde est au clair aujourd'hui avec le principe de dérogation. Ça fait partie des règles, ce n'est pas un outrage. Même chose pour le cumul qui a été autorisé pour certains coprésidents. L'essentiel, c'est que tout cela fasse l'objet d'un débat, que ce ne soit pas l'évidence, sans pour autant s'enfermer dans des carcans.

Selon vous, quelle est la patte d'Ecolo lorsqu'il exerce le pouvoir ?

Je vois deux axes. D'une part, l'obsession d'avoir une vue globale et prospective des dossiers. Et d'autre part, un dialogue avec la population. Il me semble qu'à Ottignies-Louvain-la-Neuve, on est dans une tradition participative. Dans toute une série de cas, on est allé au-delà des prescrits réglementaires. Ça fait partie de nos gènes.

On vous a quand même reproché un manque de concertation sur le projet d'extension du centre commercial de l'Esplanade, à Louvain-la-Neuve. Selon vos adversaires, la consultation populaire (qui a eu lieu en juin 2017) a été arrachée au forceps.

Ça faisait partie de la rhétorique.

Mais c'est vrai ou pas ?

Il faut préciser les choses. D'abord, j'ai contribué à mettre le dossier sur la place publique. Je m'en souviens très bien. C'était en janvier 2016 lors des vœux de la Ville aux forces vives. Ensuite, la consultation populaire avait des inconvénients. Le fonctionnaire de la Région wallonne (compétente pour remettre le permis unique de l'Esplanade, Ndlr) ne pouvait rien faire d'une enquête publi-

que où on savait juste si les gens étaient pour ou contre le projet. Il lui fallait des motivations! Et cela, ça a été très difficile à faire entendre parce que tous ceux qui étaient critiques à l'égard de la consultation étaient suspects. Il paraît que j'en ai pris plein la gueule sur les réseaux sociaux. Mais on est quand même arrivé à une consultation où les gens ont pu choisir entre dix arguments pour et dix arguments contre. Je ne sais pas si c'est la panacée, mais au moins, ça a donné des indications pour la suite des événements.

Que retenez-vous de cet épisode ?

Que ce n'est pas toujours facile de faire un travail d'explication.